

Bilan du SNJ après cinq ans d'application de la loi d'août 2008 sur la représentativité syndicale

Le SNJ a constaté dès le début que la loi du 20 août 2008, dans son cursus législatif même (transcription législative fidèle de la « position commune » d'avril 2008 en « procédure d'urgence »), fut tout sauf une concertation large et entière qu'appelait son intitulé : « rénovation de la démocratie sociale ».

En adoptant des dispositions spécifiques aux organisations syndicales de journalistes, seule modification à la « position commune », le législateur a souhaité, conformément à la loi Brachard de 1935, prendre en compte les particularités de la profession de journaliste au sein des entreprises de presse, et les adapter au niveau de leur représentativité. Pour autant, les dispositions concernant les collèges de journalistes sont restées incomplètes et ont entraîné, tant pour le calcul de l'audience en entreprise qu'au niveau de la branche 1480, des avatars et des incohérences que le législateur n'avait sans doute pas mesurés.

Il convient désormais de corriger ces effets en imposant un collège « journalistes » à partir d'un certain seuil d'effectifs.

Sur un plan général, si des avancées sont incontestables :

- fin de la représentativité irréfragable de cinq confédérations,
- représentativité en entreprise plus près de la réalité de terrain,
- possibilités nouvelles d'implantations syndicales dans les entreprises facilitées par une participation plus aisée aux élections,...
- des règles de validité d'accord perfectibles, mais excluant à juste titre des organisations syndicales (OS) inexistantes ou presque au niveau de l'entreprise,...
- la création du Représentant de la section syndicale, même si ses moyens sont très limités,...

Pour autant, la possibilité laissée aux confédérations de conforter leur position, la prééminence des velléités non cachées de la « position commune », dont celle de faire disparaître les « petites OS » et/ou les OS catégorielles, ont induit des effets soit pervers soit recherchés qui ont des conséquences que le SNJ déplore :

- peu de droits nouveaux pour les salariés,
- des critères de représentativité durcis (et cumulatifs), impliquant pour les « petites organisations » des obstacles nouveaux et un travail nécessitant une mobilisation de moyens parfois difficile à mettre en œuvre (ou au détriment de l'action syndicale elle-même),
- la prépondérance des élections, conduisant à des litiges et des recours plus nombreux et que tous ne peuvent pas se permettre,
- une abondance de jurisprudence depuis cinq ans, découlant de nombreuses procédures dues à l'imperfection de l'écriture de la loi et contribuant à sa complexité d'application,
- l'absence de modification des possibilités de représentation dans les petites ou les très petites entreprises,
- des seuils d'effectifs maintenus ou rendus plus difficiles à atteindre, en imposant des conditions plus restrictives aux salariés extérieurs à l'entreprise utilisatrice (salariés mis à disposition) pour entrer dans le calcul des effectifs,
- l'éviction du RS au CE pour les syndicats n'ayant pas au moins deux élus,
- les obstacles à la liberté de désignation du DS pour les OS représentatives,
- le grand délai (retard) pour arriver à la détermination d'une branche au niveau national et des effets induits sur l'approximation du cumul des résultats à ce niveau,
- le non-respect, dans l'esprit ou dans la lettre, des dispositions particulières aux OS de journalistes, portant préjudice à un calcul de l'audience et le poids de ces OS de façon précise, exacte et incontestable,

Sur ce dernier point notamment, le SNJ a énormément de remarques à faire, que ce soit à propos des critères de représentativité au niveau des branches, du calcul du poids de cette représentativité, du système MARS, de la conformité des PV, du processus électoral,

Critères de représentativité au niveau des branches

Le SNJ, comme l'Union syndicale Solidaires considère comme une « rente de situation » inacceptable le fait que les organisations représentatives au plan interprofessionnel le soient automatiquement dans les branches jusqu'en 2017.

Il est intellectuellement choquant de constater que les sept critères cumulatifs qu'ont dû satisfaire SNJ et Solidaires dans la branche 1480, les autres OS décrétées représentatives « d'office » dans toutes les branches, n'ont pas eu besoin de s'en justifier. Dans cette branche des « journalistes », la CFTC a recueilli une audience (mars 2013) de 4,69% et la CGC à 2,67%, soit en deçà du seuil des 8%. Pour autant, ces deux OS seront invitées à des négociations nationales concernant les journalistes. Outre l'audience, elles n'ont pourtant pas eu non plus à satisfaire aux autres critères « dit » cumulatifs. Et auraient été bien en peine de le faire, par exemple pour le critère de « répartition géographique équilibrée ». Ce critère, comme les six autres, le SNJ (crédité d'une audience de 38,35% en mars 2013), a dû le satisfaire et a dû les faire valoir dans le dossier représentativité rempli (et transmis via Solidaires).

Une des conséquences est que le poids de la CFTC et de la CGC, maintenues artificiellement en état de représentativité dans la branche 1480, minimise le poids réel du SNJ-Solidaires dans la signature d'un accord national. Si CFTC et CGC n'avaient pas été déclarées représentatives dans la branche (ce devrait advenir en 2017), les arrêtés représentativité auraient conduit au poids des OS représentatives suivants : Solidaires SNJ 42,35%, CGT 27,65%, CFDT 18,42%, FO 11,58%. On voit que les combinaisons possibles pour atteindre les seuils de validité et d'opposition à un accord national journalistes sont assez différentes de celles induites par l'arrêté ministériel dans la branche 1480 : Solidaires SNJ 39,35%, CGT 25,48%, CFDT 17,04%, FO 10,68%, CFTC 4,75%, CGC 2,70%.

Représentativité dans des périmètres autres que les branches

Le retard pris pour calculer la représentativité des OS par forme de presse est dommageable au SNJ qui négocie tout au long de l'année dans une dizaine d' « interbranches ».

Sur ces périmètres par forme de presse, il est indispensable que le calcul du poids de chaque OS se fasse non pas en cumulant les pourcentages des diverses branches, mais à partir des résultats de chaque entreprise (et au besoin ceux du scrutin TPE s'il y en a). En effet, concernant par exemple la forme de presse PQD (presse quotidienne départementale) où se déroulent des négociations communes à toutes les catégories professionnelles, il serait inconséquent d'additionner des résultats d'une branche verticale comme celle des journalistes 1480 (qui cumulent les résultats du secteur public, privé, dans toutes les formes de presse) à celles de branches horizontales : 0781 et 1081 (cadres techniques et administratifs de la PQD), 0693 (employés de la PQD) et 1083 (ouvriers de la PQD).

Système Mars et PV électoraux

Le SNJ fait le constat du peu de confort de la consultation du site ministériel, et notamment la partie publique de consultation des procès-verbaux. Celui-ci ne facilite pas la vérification de la bonne prise en compte des PV.

Plus grave pour lui : **il n'est pas possible de vérifier dans le système Mars l'existence d'un collège « journalistes » pourtant cité et objet de dispositions particulières dans la loi d'août 2008.** De même, il n'est pas possible de vérifier que la mention « journalistes » figure ou pas sur la partie « composition précise du collège ». Faute de ces indications majeures, il est ainsi complètement

impossible de savoir si les résultats obtenus seront bien affectés au niveau de la branche 1480. Ainsi, en cas de remplissage imprécis des PV (absence de la mention « journalistes » dans la composition du collège), il n'est pas possible, notamment en vue des futures élections, de mener une action de pédagogie ciblée pour attirer l'attention des équipes syndicales sur l'imprécision déterminante qui a pu être commise.

L'obligation de n'indiquer sur les PV qu'un seul numéro idcc, celui de la convention majoritaire dans l'entreprise, même pour des collèges différents dépendants de conventions collectives différentes, induit des imputations de résultats au niveau des branches imprécises, voire faussées.

Ainsi, afin de faire respecter la loi de 2008 et les dispositions particulières concernant les collèges journalistes, le SNJ, jusqu'alors non-entendu, a été contraint d'envoyer un courrier comminatoire à la DGT, en janvier 2013, pour demander la stricte application de l'article L.7111-10 du Code du travail. Les services de la DGT ont ensuite assuré au SNJ que sa requête avait été prise en compte. Et qu'ainsi une quarantaine de collèges portant l'idcc 1480 (branche des journalistes) mais ne comportant aucun journaliste dans sa composition (et alors même qu'existait dans l'entreprise un « vrai » collège « journalistes ») avait été expurgée du calcul de l'audience dans la branche 1480. Pour autant, la DGT n'a pas fourni au SNJ le détail de ces collèges « non-journalistes » qui avaient été pris en compte dans un premier temps. Si bien qu'aucune vérification réelle n'a été possible. Laissant planer un doute quant au résultat exact de l'audience des OS de journalistes « calculés » dans la branche 1480. Ce résultat est-il vraiment conforme à ce que préconise l'article L.7111-10 du Code du travail ?

Deux solutions conjointes proposées par le SNJ peuvent éviter ces distorsions :

- **Le SNJ demande que, sur les PV Cerfa dans la rubrique « dénomination du collège légal », soit notée une autre catégorie de composition du collège, celle des journalistes,** puisque ce collège est prévu par la loi, et y fait l'objet de dispositions particulières. De même, **il demande qu'une septième catégorie, celle des journalistes, apparaisse, sur les PV dans la rubrique « composition précise du collège ».** Ceci permettrait de mieux répartir les suffrages dans le cas d'entreprise où cohabitent plusieurs conventions collectives.
- **Le SNJ demande que soit établi légalement un seuil d'effectifs de journalistes au sein de l'entreprise à partir duquel serait obligatoire l'instauration d'un collège « journalistes ».**

Ni l'esprit ni la lettre des dispositions concernant les OS de journalistes ne semblent respectés

Cette requête d'un collège « journalistes » obligatoire à partir d'un certain seuil d'effectifs est fondamentale. En effet, les effets induits par l'absence de cette disposition sont nombreux, semblent contradictoire d'avec la volonté du législateur et entraînent des difficultés et/ou des approximations quant au calcul de l'audience, tant en entreprise qu'au niveau de la branche 1480.

Pourtant, selon l'article L.7111-10 du code du travail, c'est bien les résultats sur ce collège « journalistes » et lui seul qui doivent être pris en compte pour calculer l'audience des OS de journalistes habilitées à signer un accord national ne concernant que les journalistes (autant dire, habilitées à signer un accord dans la branche 1480).

Jusqu'en mars 2011, le SNJ a dû faire face au fait que l'administration et les autres partenaires sociaux exigeaient au niveau du protocole préélectoral l'unanimité des OS pour mettre en place un tel collège. En mars 2011, deux arrêts de Cour de cassation ont précisé que le collège « journalistes » (conforté dans sa caractéristique de non-dérogatoire, puisque cité dans la loi de 2008), était le collège dans lequel étaient rassemblés tous les journalistes (même s'il comportait aussi d'autres catégories de personnel), et que la double majorité requise pour la validité de tout protocole suffisait à son établissement. Pour autant, avant mars 2011, le préjudice fut grand pour le SNJ tant les obstacles pour

établir un collège « journalistes » furent nombreux. Ces obstacles ont été amoindris depuis, mais n'en ont pas pour autant disparu.

En l'absence de collège « journalistes » purs (avant ou après mars 2011) à partir d'un certain seuil d'effectifs, les effets induits peuvent être et ont parfois été :

- En entreprise :

Le poids des OS de journalistes n'est pas calculé sur un seul collège, celui des « journalistes », mais sur l'ensemble des collèges de l'entreprise. Ainsi, des OS qui n'ont pas vocation à représenter les journalistes (qui n'ont pas de journalistes parmi leurs adhérents et qui n'auraient pas de journalistes à présenter dans un collège uniquement « journalistes ») peuvent être amenées à négocier ou signer des accords journalistes tandis que les OS de journalistes présentes dans l'entreprise voient, pour ces mêmes accords, leur audience et leur poids dilués et minimisés. Est-ce vraiment ce qu'a souhaité le législateur en prenant des dispositions particulières pour mesurer l'audience des organisations syndicales de journalistes ?

A titre d'exemple de cette dilution des voix des OS de journalistes, on peut citer les résultats parlants du SNJ à Radio France (environ 4650 salariés dont 700 journalistes) : en 2009, sans collège « journalistes » et avant l'arrêt de cour de cassation de mars 2011, la représentativité du SNJ est calculée, diluée, sur l'ensemble de l'entreprise et son poids est donc de 14,5%. Après l'arrêt de mars 2011, sa représentativité se calcule sur le collège « cadres et assimilés » où il s'est présenté : son poids est de 26,26%. Aux élections de 2013, avec un collège spécifique « journalistes », le poids du SNJ, non dilué, est alors de 55,07%.

- Au niveau des branches :

- Les résultats d'entreprise concernant les cadres (par exemple) peuvent se « mélanger » à ceux des journalistes et être imputés au niveau de la branche 1480, diluant ainsi les résultats d'OS de journalistes. On mesure la différence dans l'exemple de Radio France, sans collège « journalistes » en 2009 et avec un collège « journalistes » en 2013.
- Les suffrages attribués au SNJ ont pu être imputés à d'autres conventions collectives que la 1480. A titre d'exemple, les suffrages attribués à Solidaires dans les branches 1895 PQR encadrement (poids de 20,78% pour Solidaires dans l'arrêté ministériel) sont constitués par des résultats du SNJ dans les entreprises de PQR (aucune TPE dans cette forme de presse) dans des collèges « cadres » et en l'absence de collèges « journalistes ». Idem pour la branche 1563 cadres de la PHR où les voix « perdues » du SNJ en font la deuxième organisation syndicale avec un poids de 27,08%. Le législateur, en prenant des dispositions particulières concernant les OS de journalistes, avait-il pour objectif que le SNJ, syndicat catégoriel, devienne la troisième organisation syndicale des cadres de la PQR, branche dans laquelle il ne compte aucun adhérent ?

- Au niveau du protocole préélectoral :

La répartition des effectifs dans les entreprises de presse, y compris par des décisions de l'autorité administrative, a parfois conduit à positionner les journalistes dans des collèges différents. C'est le cas, par exemple au Télégramme de Brest où le SNJ ne parvient pas à obtenir lors de la négociation du protocole que les journalistes soient rassemblés sur le même collège. C'est aussi le cas aux Editions En direct, où le SNJ s'est heurté ici à une décision administrative imposant que les journalistes soient répartis sur deux collèges. Est-ce vraiment ce qu'a souhaité le législateur en élaborant des dispositions particulières sur les OS de journalistes ?

Cette « séparation forcée » des journalistes sur plusieurs collèges a pour conséquence que les voix qui se sont portées sur des organisations syndicales de journalistes comme le SNJ peuvent ne pas avoir été du tout prises en compte dans la branche 1480. Ou, s'ils l'ont été, cela est en totale contradiction avec l'article L.7111-10 du code du travail et l'arrêt de Cour de cassation de mars 2011.

Dans le premier cas, cela signifie que les voix du SNJ et des OS de journalistes ont été imputées au niveau national dans d'autres branches que la 1480 (voir plus haut). Dans le deuxième cas, cela signifie que les voix du SNJ ont été « diluées » et, outre la contradiction avec la loi de 2008, apparaît

une contradiction avec la volonté du législateur qui a souhaité introduire des dispositions spécifiques concernant les organisations syndicales de journalistes.

Ces incidences fâcheuses seraient résolues totalement par l'obligation du collègue « journalistes » à partir d'un certain seuil d'effectifs et seraient atténuées par une directive du ministère du Travail imposant que les journalistes, en respect de la loi de 2008, ne soient pas répartis sur plusieurs collèges.

Le SNJ considère par ailleurs que **plus de 1100 suffrages qui se sont portés sur des listes SNJ dans des élections d'entreprise ont été « dispersés » et sont venus abonder les résultats de Solidaires dans 17 autres branches liées à la presse** (dont huit où Solidaires a été reconnu représentatif grâce à ces suffrages).

Cette « déperdition-dispersion », à laquelle s'ajoute la dilution des voix du SNJ dans la branche 1480 en raison de l'absence de collèges « journalistes » a pour conséquence de minimiser son poids (et celui de Solidaires) dans cette branche. Sans cela, ce poids serait très proche du score réalisé par le SNJ dans l'élection triennale à la commission de la carte, en mai 2012 : 51,30%. Cela a également pour conséquence d'amener le SNJ, via Solidaires, à devenir négociateur dans plusieurs branches et conventions collectives dans lesquelles il ne compte pas d'adhérents.

Ces distorsions et cette anomalie montrent l'imprécision et l'imperfection de la mesure de l'audience des organisations syndicales de journalistes dans la branche 1480. Est-ce bien cette mesure inexacte et approximative qu'a souhaité le législateur en introduisant des dispositions spécifiques quant à la mesure de l'audience des OS de journalistes ? C'est peu probable. Cela peut être corrigé par l'obligation d'instaurer un collègue « journalistes » à partir d'un certain seuil d'effectifs.

Élections TPE : flou, à améliorer et à réviser

Le SNJ partage l'opinion générale de l'Union Syndicale Solidaires sur l'ensemble des manquements au scrutin TPE.

Le SNJ regrette que son nom, celui de la première organisation syndicale de journalistes en France, n'ait pu apparaître aux côtés de celui de Solidaires sur les bulletins de vote dans la branche 1480. Ce qui a constitué un obstacle à un score à la hauteur de sa véritable audience dans cette branche.

Il regrette également l'absence de droits nouveaux pour les salariés de TPE, expliquant la faible participation que des carences dans l'organisation ont également favorisée. L'affectation défectueuse des salariés dans des branches qui ne sont pas les leurs explique aussi cette faiblesse et montre le manque de fiabilité en ce domaine des déclarations des employeurs. Le SNJ a pu le constater de près, puisqu'il a opéré un recensement assez conséquent de la liste électorale dans une même branche.

Ainsi, les équipes syndicales du SNJ ont identifié (profession, coordonnées,...) pas moins de la moitié des électeurs TPE inscrits dans la branche 1480... Et qui auraient dû être tous des journalistes. On est loin du compte. Plus de 40% des électeurs identifiés sont des salariés de la communication ou du spectacle, des commerciaux, des employés,... quand ce ne sont pas les chefs d'entreprise eux-même. Le SNJ a comptabilisé plus de 5% de journalistes rémunérés à la pigne, déjà salariés et électeurs d'entreprise plus importantes (parfois des éditorialistes et des patrons de presse de titres très connus). Tout cela n'a pas contribué à favoriser la participation de ce scrutin.

Mais surtout, le SNJ a noté que de très nombreux journalistes de TPE (le nombre précis ne peut être recensé) ne figuraient pas dans les électeurs de la branche 1480. Soit qu'ils furent oubliés, soit qu'ils furent affectés dans d'autres branches. Une majorité d'entre eux, n'a donc pu être l'objet de la propagande ciblée qu'a effectué le SNJ. Dans ces conditions, le fait que Solidaires arrive en tête des résultats du scrutin dans la branche 1480 tient de l'exploit. Il a été réalisé.

Dans l'idc 1480, en raison de trop nombreuses anomalies, la mesure de l'audience des organisations syndicales a semblé s'apparenter à la mesure de la vitesse ou de l'orientation du vent au doigt mouillé. Ainsi, les résultats des élections qui sont venus abonder ceux de la branche 1480 relèvent d'une distorsion visible. Ils sont sujets à caution et ne représentent pas le choix réel de la majorité des journalistes de TPE.